



HAL
open science

L'avenir de la coopération au développement : vers un monde post-APD ?

Carlos Cortes Zéa, Vincent Pradier Goeting

► To cite this version:

Carlos Cortes Zéa, Vincent Pradier Goeting. L'avenir de la coopération au développement : vers un monde post-APD ?. 2026. <hal-05524244>

HAL Id: hal-05524244

<https://hal.science/hal-05524244v1>

Submitted on 23 Feb 2026

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC 4.0 - Attribution - Non-commercial use - International License

Humanitaires en mouvement (HEM)

« Entre sauvegarde et transformation – le secteur de l'aide à la croisée des chemins »

L'avenir de la coopération au développement : vers un monde post-APD ?

Janvier 2026

Carlos CORTES ZEA et Vincent PRADIER GOETING

Revue « Humanitaires en mouvement », numéro 27, Groupe URD

https://www.urd.org/fr/revue_humanitaires/lavenir-de-la-cooperation-au-developpement-vers-un-monde-post-apd/

Résumé

En 2030, aucun Objectif de développement durable ne sera atteint : la pauvreté persistante, les inégalités accrues et le financement insuffisant marquent cet échec collectif. Alors que l'Aide publique au développement (APD) décline, les coûts de l'éradication de l'extrême pauvreté demeurent accessibles. L'émergence d'un « monde post-APD » révèle une crise de finalité où s'affrontent deux visions : « améliorer » l'existant ou « réinventer » l'architecture du développement en rompant avec ses logiques coloniales et hiérarchiques. Confrontées à une double injonction décoloniale et environnementale, les ONG occidentales doivent repenser les modèles économiques, les structures de pouvoir et les partenariats afin de contribuer à un nouvel ordre de coopération internationale.

Article

Nous savons aujourd'hui, cinq ans seulement avant la date butoir, qu'aucun des 17 Objectifs de développement durable (ODD) ne sera atteint d'ici 2030. À l'heure actuelle, moins de 20 % de leurs cibles sont en passe d'être atteintes au niveau mondial, près de la moitié d'entre elles affichant des progrès limités ou marginaux, tandis que 18 % ont régressé¹. À ce rythme, les ODD dans l'ensemble resteront hors de portée, même à l'horizon 2050². Le déficit de financement des ODD a augmenté de 60 % pour atteindre 3 800 milliards d'euros en 2022, et les ressources restent insuffisantes pour répondre aux besoins croissants³. Les implications humaines parlent d'elles-mêmes. On estime, pour ne parler que du premier ODD, que 165 millions de personnes sont tombées dans la pauvreté entre 2020 et 2023⁴. Selon les projections officielles, près de 575 millions de personnes – dont plus de la moitié sont des femmes – continueront à vivre dans l'extrême pauvreté en 2030⁵.

Or, les coûts directs pour éradiquer l'extrême pauvreté monétaire (seuil de 2,15 \$ par jour) et la pauvreté monétaire absolue (seuil de 3,65 \$ par jour) ne sont pas prohibitifs : 63,7 milliards d'euros et 307,8 milliards d'euros par an respectivement, soit 0,12 % et 0,56 % du Revenu national brut (RNB)

¹ Jeffrey Sachs et al., *Financing Sustainable Development to 2030 and Mid-Century. Sustainable Development Report 2025*. Paris: SDSN, Dublin: Dublin University Press, 2025.

² Independent Group of Scientists appointed by the Secretary-General, *Global Sustainable Development Report 2023: Times of Crisis, Times of Change: Science for Accelerating Transformations to Sustainable Development*, 2023, p. 39.

³ OECD, *Global Outlook on Financing for Sustainable Development 2025: Towards a More Resilient and Inclusive Architecture*, OECD Publishing, Paris, 2025, p. 13.

⁴ Salome Ecker et al., *The Human Cost of Inaction: Poverty, Social Protection and Debt Servicing, 2020–2023*, UNDP Development Futures Series, 2023, pp. 1-2.

⁵ United Nations, *The Sustainable Development Goals Report Special edition*, 2023, p. 12.

des pays riches. Ces estimations suggèrent qu'à l'échelle mondiale, les fonds nécessaires pour éradiquer l'extrême pauvreté monétaire (et peut-être jusqu'à 60 % de la pauvreté monétaire absolue) sont déjà disponibles. Par exemple, si les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE respectaient leurs engagements – 0,7 % du RNB en Aide publique au développement (APD) – cela aurait représenté environ 393,1 milliards d'euros en 2023, soit bien plus que le coût de l'éradication de la pauvreté absolue dans le monde⁶.

Pourtant, 2023 est désormais considérée comme l'année où le « pic de l'aide internationale » a été atteint⁷, s'élevant au montant record de 206,6 milliards d'euros. Ce pic de l'aide extérieure laisse présager une tendance à la baisse des montants totaux de l'APD dans les années à venir. Impossible encore de prévoir la profondeur de ce déclin. Ce que l'on sait, c'est qu'en 2024, l'APD a enregistré une baisse de 9% par rapport à l'année précédente. Ainsi huit grands fournisseurs d'APD annonçaient déjà des réductions d'un montant total de 17,2 milliards de dollars sur les cinq prochaines années (Suède, Suisse, Finlande, Royaume-Uni, France, Allemagne, l'Union européenne et les Pays-Bas)⁸. Et cela, bien avant le retour au pouvoir du président Donald Trump et le démantèlement de l'agence étatsunienne de coopération au développement (USAID pour son acronyme en anglais) en début d'année. Les premières estimations indiquent que l'APD va encore se contracter de 9 à 17 % en 2025⁹.

Les effets sur les populations les plus vulnérables se révèlent jour après jour. Dès juin 2025, OCHA revoyait à la baisse son plan d'aide humanitaire mondial pour l'année, passant de 44 milliards demandés à 29 milliards de dollars pour 2025, pour « hyper-prioriser » l'aide pour 114 millions de personnes¹⁰. On estime, par exemple, que l'APD américaine représentait 41,8 % de l'aide humanitaire mondiale rien qu'en 2024¹¹. La suppression des programmes d'APD des États-Unis pourrait entraîner plus de 14 millions de morts supplémentaires d'ici à 2030, principalement parmi les plus vulnérables, dont un tiers d'enfants de moins de 5 ans¹².

Vers un monde post-APD ?

Cette macro-tendance laisse entrevoir ce que certains experts appellent le « monde de l'après APD »¹³, en référence à un contexte dans lequel l'APD a cessé de structurer la coopération au développement au profit d'autres flux internationaux tels que la finance climatique, le financement concessionnel des banques multilatérales de développement, la philanthropie, et même la coopération Sud-Sud et trilatérale. Cette tendance nous éloigne de plus en plus des revendications visant à ouvrir les négociations d'une Convention des Nations Unies sur la coopération internationale pour le développement en tant que mécanisme de réparation¹⁴ (logique ancrée dans la solidarité internationale), et concrétise la tendance à la financiarisation de l'APD (logique ancrée dans le retour sur investissement).

⁶ Andy Sumner et Arief Anshory Yusuf, *New Estimates of the Cost of Ending Poverty and Its Global Distribution*, WIDER Working Paper 2024/46 Helsinki: UNU-WIDER, 2024, pp. 11-13.

⁷ Nilima Gulrajani, Jessica Pudussery, *With the knives out on development spending, have we reached 'peak aid'?* The Guardian, 2025.

⁸ Nilima Gulrajani, *Donors In A Post-Aid World January 2025 update*, 2025. ODI Global, (consulté le 16 juillet 2025).

⁹ OECD, *Cuts in official development assistance: OECD projections for 2025 and the near term*. Policy Brief, 2025.

¹⁰ OCHA, *Global Humanitarian Overview 2025. The cruel maths of aid cuts*. Hyper-prioritized report, 2025.

¹¹ ICVA, *Lives on the Line: The human impact of US Foreign Aid Shifts*, Geneva, 2025, p. 7.

¹² Daniella Medeiros Cavalcanti et al., *Evaluating the impact of two decades of USAID interventions and projecting the effects of defunding on mortality up to 2030: a retrospective impact evaluation and forecasting analysis*, Lancet Vol. 406, 2025, p. 290.

¹³ Nilima Gulrajani, 2025.

¹⁴ Civil Society Financing for Development Mechanism, *Coopération internationale au développement*, (consulté le 29 septembre 2025).

Le « monde de l'après APD » serait caractérisé par une crise de finalité qui a conduit à ce que quatre logiques structurantes de l'APD – la réduction de la pauvreté, l'aide humanitaire, le soutien aux réfugiés et le financement des biens publics mondiaux – tiraillent le système de coopération au développement dans des directions différentes¹⁵. Le monde de l'après ressemble à un monde dans lequel les pays riches renoncent à leur responsabilité de fournir de l'assistance aux pays qui sont encore confrontés à des défis fondamentaux en matière de développement (soit la majorité du monde) et dans lequel ils abandonnent leurs engagements historiques pour atteindre les objectifs mondiaux (le 0,7 % de leur RNB pour l'APD étant le plus emblématique). En d'autres termes, un monde dans lequel ils nient leur responsabilité dans la persistance de la pauvreté et de la faim, les multiples vulnérabilités humanitaires, dans l'accroissement des inégalités au sein des pays et entre eux, dans l'accélération du changement climatique anthropique, dans l'absence de services de base pour les populations les plus vulnérables, et dans l'incapacité à garantir les droits humains pour tous et toutes partout.

Fruit de « l'ancien monde », la galaxie des acteurs de cette aide internationale – y compris les ONG – est donc aujourd'hui confrontée à une question quasi-existentielle : accompagner sous la contrainte les nécessaires transformations du secteur ou renoncer en actant la mort de ce système dont ils sont issus ? À défaut de réponse, cet article vise à proposer quelques éléments de réflexion.

La double injonction décoloniale et environnementale

Si la crise que rencontrent les acteurs de la coopération au développement est à tout le moins spectaculaire par son ampleur et sa rapidité, elle ne constitue certainement qu'une accélération d'une tendance de fond que connaît le secteur, que nous nommons la *double injonction décoloniale et environnementale*¹⁶. Depuis une dizaine d'années, les organisations de l'aide internationale, en particulier les ONG humanitaires occidentales, font en effet face à deux contraintes qui interrogent le système tel qu'il est construit.

D'une part, elles sont confrontées, déjà depuis 2016, à un agenda de *localisation de l'aide* qui pose en creux la question du positionnement et du rôle des ONG occidentales dans un monde qui se « désoccidentalise »¹⁷. Il s'accompagne d'appels à décoloniser le secteur de l'aide internationale en général, et les ONG en particulier¹⁸. Celles-ci, en tant qu'intermédiaires de l'aide devenus relativement hégémoniques, notamment dans l'accès aux financements, sont ainsi confrontées à une question centrale : celle des héritages assumés ou implicites du *fait colonial*, et de ses formes de *colonialité* afférentes, dans ce qui constitue encore aujourd'hui leur fonctionnement et leur gestion¹⁹.

Cette première injonction *décoloniale* qui pèse sur le modèle organisationnel, se double d'autre part d'une injonction *environnementale*. En effet, les ONG occidentales, en tant qu'organisations issues des pays considérés par l'OCDE comme industrialisés, sont ainsi appelées à réduire leur empreinte carbone ou « environnementale ». Si l'enjeu est aujourd'hui largement pris au sérieux, à la fois par les bailleurs et par les ONG elles-mêmes²⁰, l'accélération du changement climatique anthropique questionne à la fois la pertinence et la soutenabilité des modèles de gestion des ONG et des autres acteurs du développement.

¹⁵ Massod Ahmed, Rachael Calleja et Pierre Jacquet, *The Future of Official Development Assistance: Incremental Improvements or Radical Reform?* CDG, 2025, p. 12.

¹⁶ Vincent Pradier, *Changement climatique et ONG françaises : une analyse décoloniale de leur outillage gestionnaire*. Gestion et management. IAE Paris - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2025. Français.

¹⁷ Didier Billion et Christophe Ventura, *Désoccidentalisation : repenser l'ordre du monde*. Agone. 2023

¹⁸ Peace Direct, *Time to decolonise aid*, 2023.

¹⁹ Humanitaires en mouvement n°26, *Quels chemins vers une aide décolonisée ?*, 2025

²⁰ Réseau Environnement Humanitaire, *Déclaration d'engagement des organisations humanitaires sur le climat*, 2020.

Ces deux *injonctions*, combinées, ont ainsi en commun d'interroger les dynamiques et dissymétries de pouvoir sous-jacentes et persistantes dans l'architecture de l'APD – en particulier entre les pays occidentaux et les autres – et des organisations qui s'y déploient. Ce faisant, et face à la relative difficulté de ces acteurs à se transformer, cette *double injonction* devient alors un levier de critique – parfois instrumentalisé pour légitimer des pratiques autoritaires²¹ – pour interroger l'utilité même de la coopération au développement, telle qu'elle se déploie depuis son apparition dans les années 1960.

La crise actuelle du secteur de l'aide apparaît ainsi, tout du moins à nos yeux, moins novatrice que l'aboutissement de cette longue remise en cause de ses modèles, et donc révélatrice de l'avènement d'un nouvel ordre de coopération internationale. Mais quels en seront les contours ?

Quels avenir possibles ?

Selon une analyse des perspectives actuelles sur les avenir possibles de l'APD, deux grands courants interprétatifs de pensée s'imposent : celui des « améliorateurs » et celui des « réinventeurs »²².

Les *améliorateurs* considèrent la période actuelle, marquée par des baisses de budget et des changements politiques, essentiellement comme une crise à surmonter. Leurs préoccupations sont de maintenir les financements et d'adapter le système existant, en promouvant des solutions incrémentales pour améliorer l'efficacité, la transparence et l'inclusivité. L'introduction de nouveaux acteurs (fondations, investisseurs, ressources locales, coopération Sud-Sud) vise à combler les déficits, mais demeure insuffisante pour pallier l'échelle et la stabilité de l'APD²³. Ils prônent un multilatéralisme renforcé et des réformes pragmatiques pour : une meilleure coordination entre les acteurs, un financement plus flexible, une plus grande transparence et une responsabilité mutuelle, ainsi qu'une meilleure représentation des voix des bénéficiaires, sans forcément vouloir transformer profondément le système²⁴.

Les *réinventeurs* voient dans la conjoncture actuelle une opportunité de rompre avec l'architecture de l'APD, jugée structurellement ancrée dans des logiques de dépendance et de hiérarchie héritées du colonialisme. Ils militent pour la souveraineté, la décolonisation et l'émergence de modèles fondés sur l'autodétermination, le savoir local et la redistribution du pouvoir²⁵. Ils appellent à créer des modèles fondés sur la confiance, la mutualité et la dignité. En opposition radicale aux discours réformistes, ils visent à bâtir un écosystème alternatif de développement fondé sur les valeurs locales²⁶. Globalement, ces experts soulèvent des doutes significatifs à l'égard de nouveaux acteurs privés, soupçonnés de perpétuer l'industrie de l'aide internationale plutôt que de favoriser l'autonomie des pays bénéficiaires. Défendues principalement par des analystes et des praticiens du Sud global, ces approches privilégient des alternatives post-APD.

Quelques éléments de réflexion pour les ONG

Les deux courants de pensée conviennent que le statu quo est insoutenable et que le système actuel échoue face aux défis mondiaux. Ils divergent sur le changement : transformation incrémentale ou

²¹ Amnesty International, *Lives at risk: Chaotic and abrupt cuts to foreign aid put millions of lives at risk*, 2025.

²² Sara Kinsbergen et Zunera Rana, *Improving or Reimagining: Mapping key narratives on the Future of Development Cooperation*, Radboud University, 2025, p.9.

²³ Simon Mundy, *Impact investors look to soften Trump's aid blow*, Financial Times, 10 mars 2025.

²⁴ Sara Pantuliano et al., *Can Multilateralism Be Saved?*, Overseas Development Institute, 2025 ; George Ingram, *The Global South's Perspective on US Development Assistance Changes and Futures Directions*, Brookings Institution, 2025 ; Olivia O'Sullivan et Jerome Puri, *First USAID Closes, Then UK Cuts Aid: What Western Retreat from Foreign Aid Could Mean*, Chatam House, 2025.

²⁵ Nana Afadzinu, *Rethinking Development Funding: A call for decolonisation of development*, WACSI, 2025 ; IBON International, *Decolonising International Development Cooperation: Towards a Reframing*, 2025.

²⁶ Ali Al Mokdad, *The Hyper-Model: Local NGOs Done Playing by the Rules-They're Making Their Own*, LinkedIn, 2025.

refondation radicale axée sur la souveraineté. Cette distinction reflète aussi des divisions géographiques (Nord vs Sud) et temporelles (urgence vs long terme), révélant des asymétries dans l'expérience et la vision du développement. Les ONG occidentales, notamment humanitaires, en tant qu'intermédiaires de l'aide internationale devenues indispensables, sont aujourd'hui confrontées à ce dilemme stratégique²⁷. Si les chemins qu'elles emprunteront seront bien sûr dépendants de leurs histoires et de leurs mandats respectifs, trois leviers nous semblent pertinents à appréhender.

D'une part, il est important de questionner la façon dont se structurent les modèles économiques des ONG, en particulier, et du système de coopération au développement, en général, profondément dépendants d'un nombre restreint de bailleurs occidentaux. Puisque les ONG sont, par certains aspects, des « sous-traitantes » de l'aide au développement, elles sont ainsi contraintes – si ce n'est piégées – par la façon dont les États (qu'ils soient au Nord ou au Sud) instrumentalisent l'APD comme outil d'influence ou de rétorsion, tant diplomatique que économique.

D'autre part, il est essentiel pour ces organisations de continuer à appréhender la façon dont leur gestion perpétue encore des logiques de domination multiples. Que ces logiques soient issues de l'histoire coloniale, profondément ancrées dans les dynamiques patriarcales du monde, ou qu'elles démontrent l'incapacité des organisations occidentales à assumer une responsabilité particulière dans l'accélération du changement climatique anthropique, elles servent aujourd'hui de facteurs de décrédibilisation de leur action, et des enjeux sur lesquels elles se mobilisent.

Enfin, il nous semble urgent d'accélérer le déploiement d'approches localisées et inclusives menées par les acteurs du Sud global. Longtemps resté un vœu pieux, l'invisibilisation des acteurs nationaux dans la mise en œuvre des programmes d'aide au développement est aujourd'hui un état de fait intenable, à la fois moralement, politiquement et stratégiquement.

Si elles ne sont pas exhaustives, il nous semble que c'est à ces conditions que les ONG occidentales seront alors capables d'enclencher un dialogue renouvelé – et équilibré – sur l'avenir de l'APD.

²⁷ Coordination SUD, *Poursuive, s'adapter ou se réinventer face à des vents contraires. Quelles capacités d'agir pour les organisations de solidarité internationale dans un contexte politique et géopolitique qui met en cause leur légitimité ?*, 2025.

Carlos CORTES ZEA – conseiller en politiques de coopération au développement –

carlos.corteszea@un.org

Bureau du financement du développement durable, United Nations Department of Economic and Social Affairs

Research Fellow de l'Earth System Governance Project de l'Utrecht University (Pays Bas)

Docteur en sciences économiques de l'Université Paris-Saclay, ses travaux portent sur les reconfigurations de la coopération au développement, la politique étrangère du Mexique, la coopération Sud-Sud en Mésio-Amérique, le lien entre la gouvernance démocratique et le développement, ainsi que le droit au développement.

Vincent PRADIER GOETING – chercheur – vincent.pradier@etu.unvi-paris1.fr

Laboratoire GREGOR – IAE de Paris Sorbonne / Université Paris 1

Observatoire canadien des crises et de l'action humanitaire (OCCAH)

Vincent Pradier Goeting est docteur de l'IAE Paris Sorbonne, et chercheur associé à l'observatoire canadien des crises et de l'action humanitaire (OCCAH). Il s'intéresse depuis 2020 à l'impact des enjeux de transition écologique sur la gestion des ONG, dans une perspective décoloniale.